

# Quelles raisons de la colère ?

Nous partageons la souffrance et exprimons notre tristesse et notre soutien aux proches de Nahel, abattu froidement à l'âge de 17 ans dans des circonstances suffisamment documentées pour ne laisser aucun doute sur les intentions des policiers impliqués.

Mais il nous faut également comprendre la crise sociale profonde que ce meurtre a ouverte, crise exprimée par plusieurs nuits d'émeutes et d'affrontements, très fortes dans notre département (commissariats, mairies, écoles, centres commerciaux...).

Contrairement à ce qui est présenté par le gouvernement et les grands médias, la jeunesse des quartiers populaire impliquée dans les destructions, pillages et attaques a une action éminemment politique. Les cibles choisies illustrent bien la relégation, l'exclusion, la marginalisation et la paupérisation auxquelles sont promis les jeunes habitant.es de ces quartiers.

Le harcèlement policier au quotidien (rappelons les 152 lycéen.nes agenouillé.es et humilié.es en décembre 2018), les choix d'orientation scolaire qui n'en sont pas, les services publics sacrifiés, les transports urbains hors de prix avec des contrôles violents et discriminatoires, le logement dégradé, les discriminations à l'embauche, la précarité financière sont en effet le quotidien des travailleurs des quartiers populaires.

## Y a-t-il une bonne façon d'être en colère ?

Les commentateurs refusent de voir que si la colère prend la forme de l'émeute, c'est parce que le cadre républicain a été laminé : l'abstention est au plus haut, les centaines de milliers de grévistes et les millions de manifestant.es opposé.es à la réforme des retraites ont été méprisé.es, les syndicats sont affaiblis par les réformes Macron, les travailleurs et travailleuses, chômeurs et chômeuses, retraité.es subissent des attaques constantes de la part du patronat et des gouvernements successifs.

D'autres commentateurs insistent sur les dégâts pour les petits ou gros commerçants et patrons, les mairies, l'État... Nous ne pleurerons pas avec les employeurs, qui versent des larmes de crocodiles après les destructions, tout en profitant allègrement de l'exploitation des habitant.es des quartiers populaires : en usant et abusant de contrats précaires (auto-entrepreneuriat, intérim, CDD), de main d'œuvre sans-papiers, de salaires de misère. De même, si nous

déplorons les conséquences des dégâts pour les salarié.es travaillant dans les lieux touchés par les destructions, et nous plaçons résolument du côté de la défense de leurs intérêts, nous refusons d'opposer les différentes catégories de travailleurs et travailleuses, qu'ils ou elles y soient employé.es ou usager.es. Les motifs de la colère sont les mêmes pour tous : nous aurions tort de séparer arbitrairement les « jeunes des quartiers » des autres membres des classes laborieuses. Ce sont leurs enfants, leurs voisin.es, leurs collègues, leurs ami.es.

## La répression : jusqu'où ?

Les policiers et leur hiérarchie le racontent à longueur d'antenne, lorsqu'ils sont invités sur les plateaux : ils utilisent la force de façon proportionnée. Quiconque a mis les pieds dans une manifestation contre la réforme des retraites, contre un grand projet inutile d'aménagement du territoire (comme à Sainte-Soline, le 25 mars 2023), ou dans un quartier populaire, sait que c'est un écran de fumée, destiné à masquer la carte blanche et l'impunité dont bénéficient les policiers, quand ce n'est pas clairement un permis de tuer.

Quelle proportion des moyens quand on envoie le RAID et le GIGN (unités d'élite spécialisées dans les prises d'otages, le terrorisme et le grand banditisme), sur des jeunes en possession de mortiers d'artifice ? Nous dénonçons l'usage d'armes de guerre contre les jeunes, la rhétorique militaire employée par le pouvoir et par certains syndicats de policiers, les arrestations de masse et la justice expéditive et vengeresse qui sévit actuellement dans les tribunaux, où les prévenus sont condamnés davantage pour incarnation de la période de révolte que pour les faits qui leur sont reprochés.

**Il est temps de nous attaquer aux racines de la crise actuelle. Pour nos organisations, il faut augmenter les salaires, abroger la réforme des retraites, désarmer la police, cesser la criminalisation et l'offensive antiterroriste sur les mouvements écologistes, et reprendre l'offensive partout : pour des salaires et des allocations suffisantes, pour la défense d'un environnement naturel vivable pour tous, pour une égalité réelle des droits, pour le respect des libertés publiques.**

Union  
syndicale  
**Solidaires78**

**Sud**  
Industrie  
**FRANCIEN**

**%**  
**attac**